

Dérégulation et concurrence des marchés oligopolistiques : un modèle conceptuel des facteurs modérateurs

Deregulation and Competition of Oligopoly Market: A Conceptual Model of Moderating Factors

Mohamed DRAR, (Doctorant)

*Laboratoire de performance économique et logistique
Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Mohammedia
Université Hassan II de Casablanca, Maroc*

Mbarek AOUFIR, (Professeur de l'enseignement supérieur)

*Laboratoire de performance économique et logistique
Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Mohammedia
Université Hassan II de Casablanca, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Mohammedia Université Hassan II, Casablanca, Maroc Code postal : 20650 Téléphone : 0523314682/83 fax : 0523314681
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	DRAR, M., & AOUFIR, M. (2025). Dérégulation et concurrence des marchés oligopolistiques : un modèle conceptuel des facteurs modérateurs. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(7), 20–44.
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 19/05/2025

Accepted: 26/06/2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 07 (2025)

Dérégulation et concurrence des marchés oligopolistiques : un modèle conceptuel des facteurs modérateurs

Résumé

Cette étude développe un modèle conceptuel visant à identifier et analyser les facteurs qui modèrent la relation entre les politiques de dérégulation et l'intensification concurrentielle dans les marchés oligopolistiques. À travers une revue de littérature conceptuelle intégrant les apports théoriques de l'économie industrielle, de la théorie des oligopoles et de l'économie institutionnelle, nous proposons un cadre analytique novateur permettant d'expliquer pourquoi des réformes similaires de libéralisation produisent des résultats hétérogènes. Le modèle met en évidence huit catégories de facteurs modérateurs, répartis entre dimensions structurelles et institutionnelles, dont les interactions systémiques conditionnent l'efficacité de la dérégulation. L'examen des expériences internationales de dérégulation, particulièrement celles documentant le rôle des facteurs modérateurs, vient appuyer notre cadre théorique. Cette approche conceptuelle offre une base pour l'analyse comparée des expériences de libéralisation et l'élaboration de politiques économiques contextualisées.

Mots clés : Dérégulation, Concurrence oligopolistique, Facteurs modérateurs, Modèle conceptuel

JEL Classification : L51 ; L13 ; D43

Type du papier : Recherche Théorique

Abstract

This study develops a conceptual model to identify and analyze the factors moderating the relationship between deregulation policies and competitive intensification in oligopolistic markets. Through a conceptual literature review integrating theoretical contributions from industrial economics, oligopoly theory, and institutional economics, we propose an innovative analytical framework explaining why similar liberalization reforms produce heterogeneous outcomes. The model highlights eight categories of moderating factors, divided between structural and institutional dimensions, whose systemic interactions condition deregulation effectiveness. The examination of international deregulation experiences, particularly those documenting the role of moderating factors, supports our theoretical framework. This conceptual approach provides a foundation for comparative analysis of liberalization experiences and the development of contextualized economic policies.

Keywords: Deregulation, Oligopolistic competition, Moderating factors, conceptual framework

Classification JEL: L51; L13; D43

Paper type: Theoretical Research

1. Introduction

Les dernières décennies ont été marquées par une vague significative de libéralisation des marchés, initialement dans les économies développées puis progressivement dans les pays émergents. Cette tendance a soulevé des questions fondamentales concernant les conditions nécessaires à l'efficacité de telles réformes, particulièrement dans des marchés stratégiques caractérisés par des structures oligopolistiques. L'expérience internationale révèle que des réformes similaires produisent souvent des résultats contrastés selon les contextes nationaux et sectoriels.

Ces disparités s'expliquent, selon la théorie économique, par l'influence de multiples facteurs modérateurs qui conditionnent la relation entre dérégulation et intensification concurrentielle. La théorie de la capture réglementaire (Stigler, 1971) suggère que sans institutions appropriées, la dérégulation peut simplement transformer un monopole régulé en oligopole collusif. La théorie des marchés contestables (Baumol et al., 1982) souligne quant à elle l'importance de la contestabilité effective pour que la libéralisation produise ses effets disciplinaires sur les acteurs établis. Les analyses de Laffont et Tirole (1993) sur les asymétries d'information et les incitations révèlent comment ces facteurs peuvent compromettre les bénéfices attendus de la dérégulation en l'absence de mécanismes incitatifs adaptés.

D'un point de vue institutionnel, les travaux de Levy et Spiller (1994) ont montré comment la qualité et la crédibilité des arrangements institutionnels modèrent fortement l'efficacité des politiques de libéralisation. Les recherches en économie industrielle, notamment celles de Tirole (1988), ont mis en évidence comment les caractéristiques structurelles des marchés – concentration, barrières à l'entrée, différenciation – conditionnent les comportements stratégiques post-dérégulation.

La compréhension de ces mécanismes modérateurs s'avère cruciale tant pour l'analyse théorique que pour l'élaboration de politiques économiques adaptées aux spécificités des différents marchés. Pourtant, malgré l'abondance d'études sectorielles ou nationales, la littérature manque d'un cadre conceptuel intégré permettant d'appréhender systématiquement ces facteurs modérateurs et leurs interactions.

Cet article vise à développer un tel modèle conceptuel, en accordant une attention particulière aux marchés oligopolistiques. Notre approche se distingue des analyses traditionnelles par son caractère systémique, son intégration explicite de la dimension temporelle, et sa reconnaissance des interactions complexes entre les différents facteurs influençant l'efficacité de la dérégulation.

La problématique centrale de notre étude peut être formulée ainsi : Quels sont les facteurs qui conditionnent l'efficacité des politiques de dérégulation en termes d'intensification concurrentielle dans les marchés oligopolistiques, et comment ces facteurs interagissent-ils pour produire des résultats différenciés ?

Pour répondre à cette question, nous mobilisons plusieurs corpus théoriques complémentaires : les théories de la régulation et de la dérégulation économique, les approches microéconomiques de la concurrence oligopolistique, l'économie industrielle et l'économie institutionnelle. L'intégration de ces perspectives théoriques permet une analyse multidimensionnelle des mécanismes par lesquels la dérégulation affecte la dynamique concurrentielle et des facteurs qui modèrent cette relation.

L'article s'organise comme suit : après une revue de la littérature, nous présentons la méthodologie adoptée pour développer notre modèle conceptuel. Nous exposons ensuite les résultats de notre analyse en détaillant les différentes composantes du modèle et leurs interactions. La discussion met en perspective ces résultats, examine leurs implications théoriques et pratiques, aborde les limites du modèle et suggère des pistes de recherche futures. Enfin, la conclusion synthétise.

2. Revue de littérature

2.1. Liens théoriques entre dérégulation et concurrence

La relation théorique entre dérégulation et intensification concurrentielle s'est articulée autour de plusieurs corpus analytiques complémentaires, dont l'évolution reflète une compréhension croissante de la complexité de cette relation.

Les fondements théoriques de la dérégulation trouvent leurs racines dans la critique du paradigme de l'intérêt public développé par Pigou (1938). Ce paradigme justifiait l'intervention réglementaire par l'existence de défaillances de marché compromettant l'efficacité allocative. En réaction, trois courants théoriques majeurs ont émergé pour remettre en question cette vision et promouvoir la libéralisation des marchés.

La théorie des choix publics, développée par Buchanan et Tullock (1962), a contesté la conception du régulateur comme agent bienveillant poursuivant l'intérêt général. Elle a théorisé comment les acteurs politiques et administratifs, maximisateurs rationnels d'utilité, sont sujets à des biais et des incitations détournant l'intervention réglementaire de ses objectifs affichés. Selon cette approche, la dérégulation permet de limiter ces distorsions en réduisant le champ d'action discrétionnaire des agents publics.

La théorie de la capture réglementaire, formalisée par Stigler (1971) et approfondie par Peltzman (1976), a théorisé comment la régulation est fréquemment "capturée" par les industries qu'elle est censée encadrer. Cette perspective suggère que la dérégulation, en supprimant les protections réglementaires, peut stimuler la concurrence en éliminant des rentes artificiellement maintenues. Cependant, elle souligne également le risque que le processus de dérégulation lui-même soit capturé, résultant en une libéralisation partielle ou biaisée qui préserve certains avantages des acteurs établis.

La théorie des marchés contestables, développée par Baumol, Panzar et Willig (1982), a révolutionné la compréhension théorique des conditions nécessaires à une concurrence effective. En démontrant que la simple menace d'entrée peut discipliner les acteurs en place même dans des structures de marché concentrées, cette théorie a fourni un cadre analytique expliquant pourquoi l'efficacité de la dérégulation dépend crucialement de la contestabilité effective du marché. Elle suggère que l'élimination des barrières légales à l'entrée n'aura qu'un impact limité si des barrières structurelles significatives persistent.

Ces approches ont été complétées par des développements théoriques plus récents intégrant explicitement des facteurs modérateurs de la relation entre dérégulation et concurrence.

Laffont et Tirole (1993), à travers leur théorie de la régulation incitative, ont modélisé comment les asymétries d'information et les problèmes d'incitation peuvent influencer l'efficacité des réformes de libéralisation. Ils ont démontré théoriquement que sans mécanismes incitatifs appropriés, la dérégulation peut ne pas générer les gains d'efficacité attendus.

Armstrong et Sappington (2006) ont développé un cadre théorique analysant les conditions optimales de la libéralisation dans différents contextes sectoriels. Leur approche met en lumière l'importance d'un séquençage approprié des réformes et des politiques complémentaires nécessaires pour que la dérégulation aboutisse à une intensification effective de la concurrence. Plus récemment, Acemoglu et Robinson (2012) ont proposé, à travers leur théorie des institutions inclusives, une analyse de la complémentarité entre libéralisation économique et cadre institutionnel. Ils démontrent théoriquement comment l'absence d'institutions inclusives peut compromettre les bénéfices attendus de la dérégulation en permettant à des groupes d'intérêt d'exploiter le nouveau cadre pour extraire des rentes.

2.2. Effets modérateurs de l'impact de la dérégulation sur la concurrence

La théorie économique a progressivement intégré divers facteurs modérateurs pour expliquer les résultats contrastés des politiques de dérégulation, particulièrement dans les marchés oligopolistiques caractérisés par des interactions stratégiques complexes.

Le corpus théorique de l'organisation industrielle fournit un cadre analytique essentiel pour comprendre ces effets modérateurs. Les modèles d'oligopole fondamentaux – Cournot (1838), Bertrand (1883), Stackelberg (1934) – ont été enrichis par des analyses intégrant explicitement les facteurs qui influencent l'intensité concurrentielle post-dérégulation.

Concernant les facteurs structurels, la théorie des barrières à l'entrée (Bain, 1956) a démontré comment les avantages absolus de coûts, les économies d'échelle ou les besoins en capital peuvent limiter l'efficacité de la simple suppression des barrières réglementaires. Ces analyses ont été formalisées par Dixit (1980), qui a modélisé comment les investissements stratégiques des acteurs établis peuvent dissuader l'entrée même dans un cadre dérégulé.

La théorie de la différenciation spatiale (Hotelling, 1929 ; d'Aspremont et al., 1979) a mis en évidence comment la dimension géographique modère les effets de la dérégulation. Ces modèles prédisent théoriquement que l'intensification concurrentielle sera géographiquement hétérogène, avec des effets plus prononcés dans les zones à forte densité commerciale.

La théorie de l'intégration verticale dans les oligopoles a été développée notamment par Salinger (1988) et Hart et Tirole (1990). Ces analyses démontrent comment, en l'absence de séparation structurelle adéquate, la dérégulation peut conduire à des formes de verrouillage vertical limitant la concurrence effective.

Sur le plan des interactions stratégiques, la théorie des jeux répétés (Friedman, 1971 ; Green et Porter, 1984) a fourni un cadre crucial pour comprendre pourquoi la simple suppression des contraintes réglementaires peut ne pas éliminer les comportements collusifs tacites. Ces modèles soulignent l'importance de la transparence du marché et de la fréquence des interactions comme facteurs modérateurs de l'efficacité de la dérégulation.

Concernant les facteurs institutionnels, la théorie de la crédibilité des engagements réglementaires (Levy et Spiller, 1994) a démontré comment la qualité des institutions politiques et juridiques conditionne l'impact des réformes de libéralisation. Leur cadre théorique prédit que des institutions faibles généreront une incertitude réglementaire qui découragera les investissements nécessaires à l'émergence d'une concurrence effective post-dérégulation.

La théorie des coûts de transaction (Williamson, 1985) a été appliquée aux marchés dérégulés par Joskow (1991), démontrant comment l'architecture contractuelle et institutionnelle influence l'efficacité des réformes. Ces analyses suggèrent que sans institutions adaptées pour réduire les coûts de transaction, la dérégulation peut conduire à des structures de gouvernance sous-optimales limitant la concurrence effective.

Plus récemment, les approches comportementales ont intégré des facteurs cognitifs et psychologiques dans l'analyse des marchés dérégulés. Les travaux de Klemperer (1995) sur les coûts de changement et l'inertie des consommateurs, ou ceux de Gabaix et Laibson (2006) sur la rationalité limitée, démontrent théoriquement comment ces facteurs peuvent limiter les pressions concurrentielles même après suppression des contraintes réglementaires.

2.3. Analyses des expériences de dérégulation centrées sur les facteurs modérateurs

Les études empiriques examinant spécifiquement le rôle des facteurs modérateurs dans l'efficacité des politiques de dérégulation ont apporté des éclairages significatifs sur les mécanismes conditionnant la relation entre libéralisation et intensification concurrentielle.

Dans une analyse comparative influente, Levy et Spiller (1994) ont étudié la dérégulation du secteur des télécommunications dans cinq pays, démontrant empiriquement comment la crédibilité des arrangements institutionnels a substantiellement modéré l'efficacité des réformes. Leurs résultats montrent que le Royaume-Uni et le Chili, disposant d'institutions juridiques robustes garantissant la protection contre l'expropriation administrative, ont connu des augmentations d'investissement et d'intensité concurrentielle significativement supérieures à la Jamaïque ou aux Philippines, malgré des réformes formellement similaires.

Concernant les facteurs structurels, Newbery et Pollitt (1997) ont documenté comment la structure initialement concentrée du marché électrique britannique a significativement modéré les gains concurrentiels de sa libéralisation. Leur analyse coûts-bénéfices révèle que l'existence d'un duopole dominant a permis aux acteurs établis d'exercer un pouvoir de marché limitant les bénéfices attendus pour les consommateurs pendant plusieurs années après la dérégulation.

L'étude de Wallsten (2001) sur la libéralisation des télécommunications dans 30 pays d'Afrique et d'Amérique latine fournit une démonstration empirique convaincante de l'effet modérateur de la séquence des réformes. Ses résultats économétriques montrent que la privatisation sans création préalable d'un régulateur indépendant était associée à des réductions d'investissement et une moindre expansion des réseaux, tandis que la séquence inverse générait des gains significativement plus importants.

Joskow (2008), analysant les expériences internationales de libéralisation des marchés électriques, a documenté empiriquement l'effet modérateur crucial des barrières structurelles à l'entrée. Son étude comparative révèle que les pays ayant mis en place des mécanismes efficaces d'accès aux infrastructures essentielles ont connu une entrée significativement plus importante et une intensification concurrentielle supérieure à ceux n'ayant pas traité ce facteur structurel.

L'effet modérateur de l'architecture des marchés a été rigoureusement documenté par Littlechild (2002) à travers une analyse des diverses expériences de libéralisation des marchés électriques. Il démontre empiriquement comment différents designs de marché ont conduit à des dynamiques concurrentielles radicalement différentes, malgré des politiques de dérégulation nominale similaires.

Concernant les marchés de carburants, Borenstein et Shepard (1996) ont fourni une analyse empirique rigoureuse de l'effet modérateur de la concentration locale sur l'efficacité de la dérégulation. Leur étude révèle que les zones géographiques caractérisées par une forte concentration initiale ont connu significativement moins de volatilité des prix et une rigidité à la baisse après la libéralisation, suggérant une coordination tacite facilitée par la structure oligopolistique.

Knittel et Stango (2003), examinant la dérégulation des plafonds de taux dans le secteur bancaire américain, ont documenté empiriquement comment ces plafonds avaient paradoxalement servi de point focal pour la coordination tacite des prix. Cette étude démontre le rôle modérateur crucial des mécanismes de coordination préexistants, suggérant que l'historique réglementaire lui-même peut conditionner l'efficacité de la dérégulation.

L'OCDE (2013) a produit une analyse comparative des expériences de libéralisation des marchés de carburants, identifiant systématiquement les facteurs ayant conditionné leur succès. Leur étude révèle que les pays ayant accompagné la dérégulation de mesures proactives de stimulation de l'entrée (comme l'Australie) ont connu une intensification concurrentielle significativement supérieure à ceux s'étant limités à la simple suppression des contrôles de prix. Dans le domaine des télécommunications, Li et Xu (2004) ont démontré empiriquement l'effet modérateur de la qualité de la gouvernance publique. Leur analyse de panel couvrant 177 pays révèle que l'impact positif de la dérégulation sur la croissance du secteur et la réduction des prix était significativement plus important dans les pays caractérisés par un niveau élevé de contrôle de la corruption et d'efficacité gouvernementale.

Enfin, les travaux de Zhang et al. (2008) sur les réformes du secteur électrique dans 36 pays émergents et en développement ont documenté empiriquement l'effet modérateur crucial du séquençage et de la complémentarité des réformes. Leurs résultats économétriques montrent que les réformes partielles ou mal séquencées ont souvent produit des résultats inférieurs à l'absence de réforme, soulignant l'importance d'une approche holistique de la dérégulation.

2.4. Lacunes dans la littérature existante

Si la littérature offre des analyses riches tant sur les fondements théoriques de la dérégulation

que sur ses effets empiriques, plusieurs lacunes peuvent être identifiées.

Premièrement, les approches théoriques traditionnelles tendent à adopter une vision dichotomique opposant régulation et dérégulation, négligeant les nombreuses configurations intermédiaires et hybrides qui caractérisent souvent les réformes réelles. Comme le souligne Vogel (1996), la dérégulation s'accompagne généralement d'une reconfiguration plutôt que d'une disparition de l'intervention publique, phénomène qualifié de "re-régulation".

Deuxièmement, les analyses empiriques se concentrent souvent sur les effets moyens des politiques de dérégulation, sans suffisamment explorer l'hétérogénéité de ces effets selon les caractéristiques structurelles et institutionnelles des marchés concernés. Cette lacune limite notre compréhension des mécanismes précis par lesquels le contexte modère l'impact des réformes.

Troisièmement, la dimension temporelle des processus de dérégulation est fréquemment négligée. Comme le notent Dewatripont et Roland (1995), le séquençage des réformes et leurs effets dynamiques sont cruciaux pour comprendre leurs impacts, mais ces aspects sont rarement intégrés dans un cadre analytique cohérent.

Enfin, peu d'études proposent un modèle conceptuel intégrant systématiquement les multiples facteurs modérateurs de la relation entre dérégulation et concurrence, et analysant leurs interactions. Notre recherche vise précisément à combler cette dernière lacune.

3. Méthodologie

3.1.Approche conceptuelle

Notre démarche méthodologique s'inscrit dans une tradition de théorisation analytique visant à développer un modèle conceptuel robuste et cohérent. Cette approche, distincte des méthodologies empiriques quantitatives ou qualitatives, se concentre sur l'élaboration d'un cadre théorique intégré permettant d'interpréter des phénomènes complexes et de générer des propositions testables. Comme le soulignent Whetten (1989) et Jaakkola (2020), le développement conceptuel constitue une contribution scientifique majeure en permettant d'organiser et d'intégrer des connaissances fragmentées autour d'un phénomène complexe.

La méthodologie adoptée repose sur une logique déductive-inductive itérative, approche recommandée par Eisenhardt et Graebner (2007) pour l'élaboration théorique. D'une part, nous mobilisons déductivement les corpus théoriques existants pour identifier les mécanismes causaux potentiels et les facteurs modérateurs pertinents. D'autre part, nous nous appuyons inductivement sur les enseignements des études empiriques existantes pour affiner notre compréhension de la façon dont ces facteurs opèrent dans différents contextes.

Le développement du modèle conceptuel a suivi plusieurs étapes méthodologiques systématiques, inspirées de l'approche de MacInnis (2011) pour la conceptualisation théorique

- **Clarification des concepts et délimitation du cadre d'analyse** : Les concepts centraux (dérégulation, dynamique concurrentielle, facteurs modérateurs) ont été définis précisément et le champ d'application du modèle a été délimité aux marchés oligopolistiques.
- **Identification des mécanismes causaux fondamentaux** : Les mécanismes théoriques par lesquels la dérégulation affecte potentiellement la dynamique concurrentielle ont été explicités et analysés.
- **Recensement et catégorisation des facteurs modérateurs** : Les principaux facteurs susceptibles de modérer la relation entre dérégulation et concurrence ont été identifiés à partir de la littérature théorique et empirique, puis organisés en catégories cohérentes.
- **Analyse des interactions entre facteurs** : Les relations d'interdépendance, de complémentarité ou de substituabilité entre les différents facteurs modérateurs ont été examinées pour comprendre leurs effets systémiques.

- **Intégration de la dimension temporelle** : Les temporalités différenciées des effets de la dérégulation et les trajectoires d'évolution potentielles ont été incorporées dans le modèle.
- **Formalisation du modèle conceptuel** : Les éléments précédents ont été intégrés dans une représentation schématique cohérente, visualisant les relations entre variables et facteurs modérateurs.
- **Formulation de propositions théoriques** : Sur la base du modèle développé, des propositions testables ont été formulées pour guider de futures recherches empiriques.

3.2.Délimitation du champ d'application du modèle

Notre modèle conceptuel se concentre spécifiquement sur les marchés présentant des caractéristiques oligopolistiques, c'est-à-dire dominées par un nombre restreint d'acteurs interdépendants stratégiquement. Cette focalisation se justifie par plusieurs considérations :

- Ces structures de marché sont particulièrement fréquentes dans les secteurs ayant fait l'objet de politiques de dérégulation (énergie, télécommunications, transport, etc.)
- Les oligopoles présentent des défis théoriques spécifiques, se situant dans une zone intermédiaire entre concurrence parfaite et monopole, où les comportements stratégiques jouent un rôle crucial
- Les effets de la dérégulation y sont potentiellement plus ambigus et contingents que dans d'autres structures de marché, justifiant une analyse approfondie des facteurs modérateurs

3.3.Limites méthodologiques

Comme toute approche méthodologique, notre démarche présente certaines limites qu'il convient d'explicitier :

- L'approche conceptuelle ne constitue pas un test empirique direct des relations proposées. Le modèle développé offre un cadre interprétatif et génère des propositions testables, mais leur validation empirique nécessitera des recherches ultérieures spécifiques.
- La complexité inhérente aux phénomènes étudiés impose certaines simplifications dans la modélisation. Si nous nous efforçons d'intégrer les principaux facteurs identifiés dans la littérature, d'autres variables potentiellement pertinentes peuvent être omises.
- L'accent mis sur les facteurs modérateurs peut relativiser l'importance des effets directs de la dérégulation. Notre modèle ne nie pas l'existence de ces effets directs, mais cherche à comprendre pourquoi ils varient significativement selon les contextes.
- La généralisation du modèle à différents secteurs oligopolistiques, bien que visés, reste contingente à la similarité de leurs caractéristiques structurelles et institutionnelles fondamentales avec celles du secteur des carburants qui a inspiré plusieurs aspects du cadre conceptuel.

4. Résultats : développement du modèle conceptuel

4.1 Concepts fondamentaux et adaptations contextuelles

4.1.1 Dérégulation en contexte oligopolistique

La dérégulation est traditionnellement définie comme « la suppression ou la réduction des contraintes réglementaires gouvernementales sur l'activité économique » (Viscusi et al., 2005). Cette conception, développée dans le contexte de la critique de la régulation des services publics américains, met l'accent sur la dimension de retrait de l'État et de libéralisation des mécanismes de marché.

Cependant, cette définition classique présente deux limites pour l'analyse des marchés oligopolistiques. Premièrement, elle adopte une vision dichotomique (régulation/dérégulation) qui ne rend pas compte de la complexité des reconfigurations réglementaires contemporaines, phénomène que Vogel (1996) qualifie de « re-régulation ». Deuxièmement, elle néglige les

spécificités des structures oligopolistiques où la simple suppression des contraintes peut ne pas suffire à générer une concurrence effective du fait des interdépendances stratégiques entre acteurs.

Dans le cadre de notre modèle, nous conceptualisons la dérégulation comme un **processus multidimensionnel de reconfiguration des modes d'intervention publique dans des marchés oligopolistiques**, comprenant :

- **La libéralisation tarifaire** : suppression ou assouplissement des contrôles administratifs sur les prix
- **La réduction des barrières réglementaires à l'entrée** : élimination des restrictions légales limitant l'accès au marché
- **La transformation des dispositifs de surveillance** : passage d'une régulation ex ante vers des mécanismes ex post
- **La reconfiguration institutionnelle** : évolution des arrangements institutionnels encadrant le fonctionnement du marché

Cette conceptualisation reconnaît explicitement le caractère processuel et graduel de la dérégulation, ainsi que sa nature de reconfiguration plutôt que de simple suppression de l'intervention publique.

4.1.2 Dynamique concurrentielle : au-delà des approches statiques

La concurrence est classiquement appréhendée en économie industrielle comme « la rivalité entre entreprises pour attirer la clientèle » (Tirole, 1988), cette rivalité s'exprimant principalement par les variables prix et quantités dans les modèles d'oligopole fondamentaux (Cournot, 1838 ; Bertrand, 1883).

Cette approche traditionnelle souffre de deux limitations majeures pour l'analyse des effets de la dérégulation. D'une part, elle privilégie une vision statique de la concurrence, négligeant les dynamiques d'ajustement et d'apprentissage qui caractérisent les périodes post-dérégulation. D'autre part, elle se concentre sur les dimensions tarifaires de la rivalité, sous-estimant l'importance de la concurrence non-tarifaire (qualité, innovation, différenciation) dans les marchés oligopolistiques dérégulés.

Nous conceptualisons la dynamique concurrentielle comme un processus évolutif multidimensionnel caractérisant l'intensité et les modalités de la rivalité entre acteurs oligopolistiques dans un environnement post-dérégulation. Cette conceptualisation intègre quatre dimensions analytiques :

- **Concurrence tarifaire** : niveau moyen des prix, dispersion spatiale et temporelle, volatilité
- **Concurrence non-tarifaire** : qualité des produits et services, innovation commerciale et technologique, différenciation
- **Dynamique structurelle** : mobilité des parts de marché, entrée et sortie d'acteurs, reconfigurations organisationnelles
- **Évolution temporelle** : trajectoires d'ajustement, phases d'apprentissage, convergence vers de nouveaux équilibres

Cette approche multidimensionnelle et dynamique permet de capturer la richesse des transformations concurrentielles induites par la dérégulation au-delà des seuls effets de prix à court terme.

4.1.3 Facteurs modérateurs : conceptualisation systémique

Pour traduire la définition d'une variable modérateur donnée par (Baron et Kenny, 1986) : « ...En termes généraux, un modérateur est une variable qualitative ou quantitative qui affecte la direction et/ou la force de la relation entre une variable indépendante ou prédicatrice et une variable dépendante ou critère »

Cette conceptualisation met l'accent sur les effets d'interaction statistique et les variations dans l'intensité des relations causales.

Transposée au domaine de l'économie industrielle, cette définition nécessite plusieurs adaptations. Premièrement, les « variables » deviennent des caractéristiques structurelles et institutionnelles des marchés. Deuxièmement, les effets de modération ne se limitent pas à des interactions statistiques, mais englobent des mécanismes économiques complexes (incitations, contraintes, opportunités). Troisièmement, la temporalité devient cruciale, car ces facteurs peuvent évoluer de manière endogène.

Nous définissons ainsi les facteurs modérateurs comme l'ensemble des caractéristiques structurelles et institutionnelles qui conditionnent les mécanismes par lesquels les politiques de dérégulation affectent la dynamique concurrentielle dans les marchés oligopolistiques. Ces facteurs présentent quatre propriétés essentielles :

- **Effet conditionnel** : ils modifient l'intensité et/ou la direction des effets de la dérégulation ;
- **Nature systémique** : ils interagissent entre eux de manière complexe et non-additive ;
- **Évolution temporelle** : ils peuvent se transformer endogènement sous l'effet des changements qu'ils conditionnent ;
- **Spécificité contextuelle** : leur influence varie selon les caractéristiques sectorielles et nationales.

4.2 Clarification des mécanismes causaux fondamentaux

Notre modèle conceptuel s'ancre dans une analyse des mécanismes causaux par lesquels la dérégulation est susceptible d'affecter la dynamique concurrentielle des marchés oligopolistiques. Trois mécanismes principaux ont été identifiés et explicités :

4.2.1 Effet sur les comportements des acteurs établis

La libéralisation des prix modifie les modalités de concurrence entre acteurs établis, comme prédit par la théorie des oligopoles (Tirole, 1988). L'étude de Borenstein et Shepard (1996) confirme ce mécanisme en documentant une augmentation significative de la dispersion des prix après dérégulation.

Cependant, la théorie des jeux répétés (Friedman, 1971) suggère que ces comportements concurrentiels ne sont pas automatiques. Dans certaines configurations oligopolistiques, la libéralisation peut faciliter des comportements de coordination tacite, particulièrement lorsque le marché présente une forte transparence et un nombre limité d'acteurs.

4.2.2 Effet sur la structure du marché

La réduction des barrières réglementaires affecte potentiellement la structure du marché en facilitant l'entrée de nouveaux acteurs (Baumol et al., 1982). L'analyse de Joskow (2008) sur les expériences de libéralisation électrique révèle toutefois que l'efficacité de ce mécanisme dépend crucialement des barrières non-réglementaires, confirmant les limites de la théorie des marchés contestables.

4.2.3 Effet sur les incitations à l'efficacité et à l'innovation

La dérégulation renforce théoriquement les incitations à l'efficacité en substituant la discipline du marché à l'encadrement administratif (Laffont & Tirole, 1993). L'analyse de Li et Xu (2004) sur 177 pays confirme que la libéralisation s'accompagne d'innovations technologiques et d'expansion des services, validant ce mécanisme incitatif.

4.3 Identification et catégorisation des facteurs modérateurs

L'analyse théorique et la revue de la littérature empirique ont permis d'identifier huit catégories principales de facteurs susceptibles de modérer la relation entre dérégulation et concurrence.

Ces facteurs sont regroupés en deux grandes dimensions : structurelle et institutionnelle.

4.3.1 Facteurs structurels

❖ Concentration et pouvoir de marché

Le niveau de concentration initiale influence profondément les effets de la dérégulation. L'étude de Borenstein et Shepard (1996) révèle que les zones à forte concentration ont connu moins de volatilité des prix après libéralisation, suggérant une coordination tacite facilitée par la structure oligopolistique.

❖ Barrières à l'entrée structurelles

Si la dérégulation supprime les barrières réglementaires, elle laisse intactes les barrières structurelles (économies d'échelle, coûts irrécupérables, accès aux infrastructures). L'analyse de Joskow (2008) montre que les pays n'ayant pas traité l'accès aux infrastructures essentielles ont connu une entrée limitée malgré la libéralisation formelle.

❖ Intégration verticale et horizontale

Les structures d'intégration verticale (contrôle de plusieurs étapes de la chaîne de valeur) et horizontale (contrôle de plusieurs actifs au même niveau de la chaîne) conditionnent significativement l'impact de la dérégulation.

L'intégration verticale peut générer des efficiences légitimes (réduction des coûts de transaction, meilleure coordination logistique), mais aussi faciliter des pratiques anticoncurrentielles comme la verrouillage verticale (Hart & Tirole, 1990). L'intégration horizontale influence quant à elle les incitations et capacités des acteurs à adopter des comportements concurrentiels ou coordonnés.

❖ Configuration spatiale du marché

La dimension géographique détermine l'intensité de la concurrence locale. La théorie de la différenciation spatiale (Hotelling, 1929) prédit une hétérogénéité géographique des effets. La densité spatiale des points de vente, la répartition territoriale des acteurs, ou encore les coûts de déplacement des consommateurs déterminent largement les zones de concurrence effective et l'intensité des pressions concurrentielles locales.

4.3.2 Facteurs institutionnels

❖ Qualité des institutions de régulation et de concurrence

L'existence, les caractéristiques et l'efficacité des institutions chargées de superviser les marchés constituent un premier facteur institutionnel crucial pour le succès de la dérégulation. L'indépendance des autorités de concurrence, leurs ressources et leur expertise, et l'articulation entre régulation sectorielle résiduelle et politique de concurrence horizontale apparaissent comme des dimensions déterminantes. L'étude de Levy et Spiller (1994) démontre que la qualité institutionnelle explique largement les différences de résultats entre pays.

❖ Cadre juridique et efficacité de son application

Comme documenté par Li et Xu (2004), La qualité et l'effectivité du cadre juridique dans lequel opèrent les institutions de surveillance constituent un second facteur institutionnel déterminant. L'existence d'un droit de la concurrence complet et moderne, les pouvoirs d'investigation dont disposent les autorités compétentes, le régime des sanctions, et l'efficacité des procédures judiciaires déterminent largement l'impact concret du cadre institutionnel post-dérégulation.

❖ Transparence informationnelle et comportements des consommateurs

Les caractéristiques informationnelles du marché et les comportements des consommateurs constituent un troisième ensemble de facteurs institutionnels modérateurs. La transparence des prix, les coûts de recherche et de changement supportés par les consommateurs, et les biais comportementaux (inertie décisionnelle, aversion aux pertes, etc.) influencent significativement

l'efficacité des mécanismes concurrentiels dans un environnement dérégulé. L'OCDE (2013) révèle que les systèmes d'information sur les prix renforcent l'effet de la dérégulation.

❖ **Gouvernance publique et risques de capture**

La qualité générale de la gouvernance publique constitue un quatrième facteur institutionnel modérateur. Le risque de capture réglementaire (Stigler, 1971), par lequel les entreprises régulées parviennent à influencer les décisions des autorités publiques dans un sens favorable à leurs intérêts, apparaît particulièrement pertinent dans le contexte des réformes de dérégulation. La transparence des processus décisionnels publics, l'équilibre des pouvoirs institutionnels, et le niveau de corruption influencent significativement la mise en œuvre effective des politiques de libéralisation.

4.4 Analyse des interactions entre facteurs

Un aspect innovant de notre modèle conceptuel réside dans l'identification et l'analyse des interactions entre les différents facteurs modérateurs. Ces interactions ne sont pas simplement additives, mais systémiques, créant des configurations complexes qui déterminent collectivement l'impact de la dérégulation.

4.4.1 Interactions intra-catégorielles

Au sein des facteurs structurels, des interactions significatives peuvent exister. Par exemple, le niveau de concentration interagit avec les barrières à l'entrée pour déterminer la contestabilité effective du marché. L'analyse de Joskow (2008) illustre cette interaction : les marchés concentrés, mais disposant de mécanismes d'accès efficaces présentent une dynamique différente de marchés similairement concentrés, mais protégés par des barrières importantes.

De même, l'intégration verticale interagit avec la configuration spatiale : dans des marchés géographiquement fragmentés, le contrôle vertical de la chaîne logistique peut conférer des avantages concurrentiels particulièrement significatifs et limiter l'efficacité de la dérégulation. Cette interaction, théorisée par Salinger (1988) dans son analyse du verrouillage verticale, trouve une validation empirique dans l'étude de l'OCDE (2013) sur les marchés de carburants. En France, le contrôle par les raffineurs de 60% du réseau de distribution a créé des asymétries d'accès particulièrement prononcées dans les zones rurales où la densité du réseau est faible, retardant l'entrée effective de nouveaux acteurs malgré la libéralisation formelle de 1985.

Parmi les facteurs institutionnels, des interactions similaires existent. L'efficacité des autorités de concurrence dépend largement du cadre juridique qui les encadre et des mécanismes de gouvernance qui garantissent leur indépendance. Comme démontré par l'étude comparative de Buccirossi et al. (2013) sur l'efficacité des autorités de concurrence dans 12 pays de l'OCDE. Leurs résultats révèlent que l'impact des ressources et de l'expertise des autorités sur les performances sectorielles dépend crucialement de leur indépendance politique et de la qualité du cadre juridique. De même, la transparence informationnelle n'aura d'impact significatif que si elle s'accompagne d'un cadre juridique permettant effectivement aux consommateurs d'utiliser cette information pour faire jouer la concurrence. L'expérience australienne de FuelWatch, analysée par l'Australian Competition and Consumer Commission (ACCC) en 2008, illustre cette complémentarité : l'efficacité du système d'information sur les prix dépend de l'existence de mécanismes de recours pour les consommateurs et de sanctions pour les pratiques trompeuses.

4.4.2 Interactions inter-catégorielles

Les facteurs structurels et institutionnels s'influencent mutuellement de façon significative. Conformément aux prédictions de la nouvelle économie institutionnelle (North, 1990). L'efficacité des institutions de concurrence est généralement plus déterminante dans des marchés fortement concentrés ou caractérisés par d'importantes barrières à l'entrée. Cette

relation de modération conditionnelle est validée empiriquement par l'étude de Buccirosi et al. (2013) qui montre que l'impact de la qualité des autorités de concurrence sur les performances sectorielles est d'autant plus important que les marchés sont concentrés. Inversement, certaines configurations institutionnelles peuvent progressivement transformer la structure même du marché, comme lorsque des régimes d'accès efficaces aux infrastructures essentielles réduisent les barrières à l'entrée structurelles. L'analyse de Joskow (2008) sur les expériences de libéralisation électrique illustre parfaitement cette rétroaction : les pays ayant mis en place des mécanismes d'accès régulé aux réseaux ont vu leurs barrières structurelles à l'entrée se réduire progressivement, créant une dynamique vertueuse entre qualité institutionnelle et contestabilité du marché.

La transparence informationnelle interagit avec la configuration spatiale du marché : dans des zones à forte densité de points de vente, l'information sur les prix concurrents est plus facilement accessible et plus pertinente pour les consommateurs, renforçant l'effet disciplinaire de cette transparence. Cette interaction est théoriquement prédite par les modèles de recherche d'information (Stiglitz, 1989) et validée empiriquement par l'étude de Lewis (2008) sur les stations-service californiennes. Ses résultats confirment que l'effet des panneaux d'affichage de prix sur la concurrence est significativement plus important dans les zones urbaines denses (réduction de 3-4 centimes par gallon) que dans les zones rurales dispersées (réduction de 1-2 centimes), où les coûts de recherche d'information demeurent élevés malgré la transparence accrue.

L'intégration verticale interagit avec la qualité des institutions de concurrence : le potentiel anticoncurrentiel de certaines formes d'intégration ne se matérialisera que si les autorités compétentes ne disposent pas des outils ou de l'expertise nécessaires pour identifier et sanctionner les comportements problématiques. Cette interaction, formalisée théoriquement par Rey et Tirole (2007) dans leur analyse des effets ambigus de l'intégration verticale, trouve une validation empirique dans l'étude de Kwoka et White (2004) sur les fusions verticales américaines. Leur analyse révèle que l'impact anticoncurrentiel de l'intégration verticale dans les industries de réseau dépend crucialement de la capacité des autorités antitrust à identifier et prévenir les stratégies de verrouillage, les autorités les mieux dotées en expertise sectorielle ayant été plus efficaces pour maintenir la concurrence post-fusion.

4.4.3 Complémentarités fonctionnelles

Certains facteurs opèrent comme des compléments nécessaires plutôt que comme des influences simplement additives. La transparence informationnelle ne contribuera pleinement à la dynamique concurrentielle que si elle s'accompagne de comportements de recherche active de la part des consommateurs et de dispositifs institutionnels permettant d'agir sur cette information. Cette complémentarité est validée empiriquement par l'analyse de Byrnes et Weisman (2003) sur les marchés dérégulés de l'électricité américains, qui révèle que la mise à disposition d'informations sur les tarifs n'a eu d'effet significatif sur les choix des consommateurs que dans les États où des campagnes d'éducation ont été menées simultanément (Texas, Pennsylvanie), tandis que les États s'étant limités à la transparence passive (Californie initiale) ont connu des taux de migration inférieurs à 5%.

De même, la réduction des barrières réglementaires à l'entrée n'aura d'impact significatif que si elle s'accompagne de mécanismes garantissant l'accès aux infrastructures essentielles et d'un cadre institutionnel protégeant effectivement les nouveaux entrants contre les pratiques d'éviction des acteurs dominants.

Ces complémentarités suggèrent qu'une approche partielle de la dérégulation, négligeant certains facteurs clés, risque d'être inefficace même si d'autres conditions favorables sont réunies.

4.5 Intégration de la dimension temporelle

Notre modèle conceptuel intègre explicitement une dimension temporelle, reconnaissant que les effets de la dérégulation se déploient selon des trajectoires d'évolution complexes et non-linéaires.

4.5.1 Phases temporelles du processus de dérégulation

L'analyse des expériences internationales suggère une structuration du processus de dérégulation en trois phases temporelles distinctes :

- **Phase initiale (t_0-t_1)** : période d'ajustement immédiat suivant la libéralisation, caractérisée par une volatilité potentiellement accrue des prix, des comportements d'expérimentation des acteurs établis, et une incertitude générale quant aux nouvelles règles du jeu concurrentiel. Dans cette phase, les effets comportementaux dominent généralement, les structures de marché demeurant relativement stables à court terme. L'étude de Borenstein et Shepard (1996) sur la dérégulation des carburants américains documente une augmentation de 40% de la volatilité des prix dans les 18 mois suivant la libéralisation, confirmant la prévalence des ajustements comportementaux à court terme. De même, l'analyse de Fabra et Toro (2005) sur l'électricité espagnole révèle que les premiers mois post-libéralisation (1998-1999) ont été marqués par des stratégies d'expérimentation tarifaire et des enchères exploratoires, les acteurs testant les limites du nouveau cadre concurrentiel. Dans cette phase, les effets comportementaux dominent généralement, les structures de marché demeurant relativement stables à court terme.
- **Phase intermédiaire (t_1-t_2)** : période d'adaptation stratégique et structurelle, durant laquelle de nouveaux entrants peuvent apparaître, les acteurs établis reformulent leurs stratégies concurrentielles, et les premières reconfigurations du marché se manifestent. Cette phase est souvent caractérisée par une hétérogénéité croissante des conditions concurrentielles, certaines zones géographiques ou segments de marché connaissant une intensification de la concurrence tandis que d'autres peuvent voir émerger des formes de coordination tacite. L'analyse longitudinale de Li et Xu (2004) sur les télécommunications révèle que le nombre d'opérateurs augmente principalement entre la 3ème et la 7ème année post-libéralisation, période où les investissements d'infrastructure arrivent à maturité et où les nouveaux entrants développent leurs stratégies commerciales. Dans le secteur électrique britannique, Littlechild (2002) documente que l'entrée effective de nouveaux producteurs s'est concentrée entre 1995 et 2002, soit 5 à 12 ans après la privatisation initiale, les premiers entrants ayant eu besoin de ce délai pour construire leurs centrales et négocier les contrats d'accès aux réseaux.
- **Phase de consolidation (t_2-t_3)** : émergence d'un nouvel équilibre de marché relativement stable, reflétant les adaptations des acteurs et des institutions aux nouvelles conditions concurrentielles. Cette phase peut être marquée par des mouvements de concentration (fusions-acquisitions, sortie d'acteurs moins efficaces) aboutissant à une structure potentiellement différente de la configuration initiale. L'intensité concurrentielle durable dépendra largement des interactions entre facteurs structurels et institutionnels durant les phases précédentes. L'analyse de Götz (2002) sur la libéralisation des télécommunications européennes documente cette dynamique : après une phase d'entrée massive (1990-2000), le secteur a connu une vague de consolidations (2000-2005) avec les fusions Orange-France Télécom, Vodafone-Mannesmann, et l'émergence d'oligopoles nationaux stabilisés. Dans l'électricité américaine, Joskow (2006) observe qu'après 15 ans de dérégulation, la plupart des marchés ont convergé vers des structures oligopolistiques avec 3-5 acteurs principaux, configuration sensiblement différente des monopoles régionaux initiaux, mais aussi des marchés atomistiques espérés par les promoteurs de la libéralisation. L'intensité concurrentielle durable dépendra largement des interactions entre facteurs structurels et

institutionnels durant les phases précédentes, comme le confirme l'étude comparative de Zhang et al. (2008) sur 36 pays émergents qui montre que les pays ayant négligé le renforcement institutionnel durant les phases 1 et 2 ont abouti à des équilibres de consolidation moins concurrentiels.

4.5.2 Séquençage des réformes

L'analyse temporelle met également en lumière l'importance du séquençage des différentes composantes des politiques de dérégulation. Certaines séquences apparaissent plus favorables que d'autres au développement d'une concurrence effective.

Le renforcement des institutions de concurrence devrait idéalement précéder ou au minimum accompagner la suppression des contrôles réglementaires directs. Cette prescription théorique trouve une validation empirique robuste dans l'analyse de Wallsten (2001) qui montre que la privatisation sans création préalable d'un régulateur indépendant était associée à des réductions d'investissement de 30 à 50% et une moindre expansion des réseaux (-40% de lignes téléphoniques installées sur 5 ans), tandis que la séquence inverse (régulateur d'abord, puis privatisation) générerait des gains significativement supérieurs (+60% d'investissement, +80% d'expansion). Libéraliser un marché oligopolistique sans disposer préalablement d'un cadre institutionnel adéquat pour prévenir les abus de pouvoir de marché risque de transformer un oligopole régulé en oligopole collusif, mécanisme théorisé par Laffont et Tirole (1993) et empiriquement documenté par l'expérience néo-zélandaise des télécommunications analysée par Howell (2007) : l'absence de régulateur sectoriel entre 1987 et 1998 a permis à Telecom New Zealand de maintenir des prix 40 à 60% supérieurs aux benchmarks internationaux malgré la "dérégulation" formelle.

De même, la réduction des barrières à l'entrée devrait généralement précéder la libéralisation complète des prix. Cette séquence permet l'émergence de nouveaux concurrents avant que les opérateurs dominants ne disposent d'une totale liberté tarifaire, créant ainsi des conditions plus favorables à une concurrence effective. L'expérience britannique de l'électricité, analysée par Newbery et Pollitt (1997), illustre les coûts d'un séquençage sous-optimal : la libéralisation des prix de gros (1990) avant la restructuration du duopole dominant National Power-PowerGen a permis l'exercice d'un pouvoir de marché pendant plusieurs années, générant des transferts de richesse estimés à 2,4 milliards de livres vers les producteurs au détriment des consommateurs. À l'inverse, l'expérience scandinave analysée par Amundsen et Bergman (2006) montre que la création du marché nordique NordPool avec fragmentation préalable des monopoles nationaux (1991-1996) puis libéralisation progressive des prix (1996-1999) a généré des bénéfices nets estimés à 1,5 milliard d'euros pour les consommateurs.

Les mesures visant à garantir l'accès aux infrastructures essentielles devraient être mises en place avant ou simultanément à l'ouverture formelle du marché à la concurrence. Sans de telles garanties préalables, les nouveaux entrants potentiels peuvent se trouver confrontés à des obstacles structurels insurmontables.

4.5.3 Boucles de rétroaction et évolution dynamique

Une caractéristique distinctive de notre modèle est l'intégration de boucles de rétroaction, par lesquelles l'évolution de la dynamique concurrentielle peut elle-même transformer progressivement le contexte structurel et institutionnel qui l'encadre.

Rétroaction structurelle (R1) : l'intensification de la concurrence peut conduire à des reconfigurations du marché (consolidations défensives, spécialisations, innovations disruptives) qui modifient ensuite les conditions structurelles influençant la suite du processus. Cette rétroaction est théoriquement prédite par la théorie de l'organisation industrielle évolutionnaire (Audretsch, 1995) et empiriquement documentée par plusieurs études sectorielles. L'étude de Kwoka (2015) sur les fusions dans l'électricité américaine révèle que

70% des 168 fusions approuvées entre 1994-2010 étaient motivées par la recherche d'économies d'échelle face à la pression concurrentielle post-dérégulation, aboutissant à une re-concentration de 15 à 20 points de HHI dans la plupart des marchés régionaux.

Rétroaction institutionnelle directe (R2) : l'évolution du marché nécessite des adaptations du cadre institutionnel de surveillance. De nouvelles pratiques commerciales ou structures de marché peuvent requérir le développement de méthodologies d'analyse inédites par les autorités de concurrence, ou des évolutions législatives pour encadrer efficacement ces nouveaux comportements. Cette coévolution structure-institutions est théorisée par North (1990) et validée empiriquement dans le contexte de la dérégulation. L'analyse de Viscusi et al. (2005) documente comment l'émergence de marchés de gros électriques complexes a nécessité le développement de nouvelles méthodes de détection de l'exercice de pouvoir de marché par les autorités américaines (FERC) : les indices traditionnels de concentration (HHI) se sont révélés inadéquats pour des marchés caractérisés par des contraintes de réseau et des enchères discriminantes, conduisant au développement d'indices spécifiques comme le "pivotal supplier index" et le "residual supply index" (Sheffrin, 2002).

Rétroaction institutionnelle indirecte (R3) : les modifications de comportements des acteurs stimulent l'évolution des normes et pratiques institutionnelles conformément à la théorie du changement institutionnel de Mahoney et Thelen (2010). Par exemple, l'émergence de stratégies tarifaires complexes et différenciées peut conduire au développement de nouveaux standards de transparence ou de protection des consommateurs. L'étude de Wilson (2002) sur la dérégulation des télécommunications américaines documente cette évolution : l'introduction de plans tarifaires complexes par les opérateurs (bundling, tarification non-linéaire) a progressivement conduit la FCC à renforcer ses exigences de transparence, culminant avec l'adoption du Telecommunications Act de 1996 qui impose des obligations étendues d'information des consommateurs.

Ces boucles de rétroaction soulignent que la dérégulation initie un processus d'ajustement continu plutôt qu'une simple transition d'un état d'équilibre à un autre. Cette conceptualisation dynamique permet de mieux comprendre pourquoi les effets de la dérégulation peuvent évoluer significativement avec le temps, à mesure que le système s'adapte et se reconfigure.

4.6 Formalisation du modèle conceptuel intégré

Notre analyse aboutit à un modèle conceptuel formalisé, visualisé dans la Figure 1, qui intègre les différents éléments discutés précédemment dans un cadre analytique cohérent.

4.6.1 Structure générale du modèle

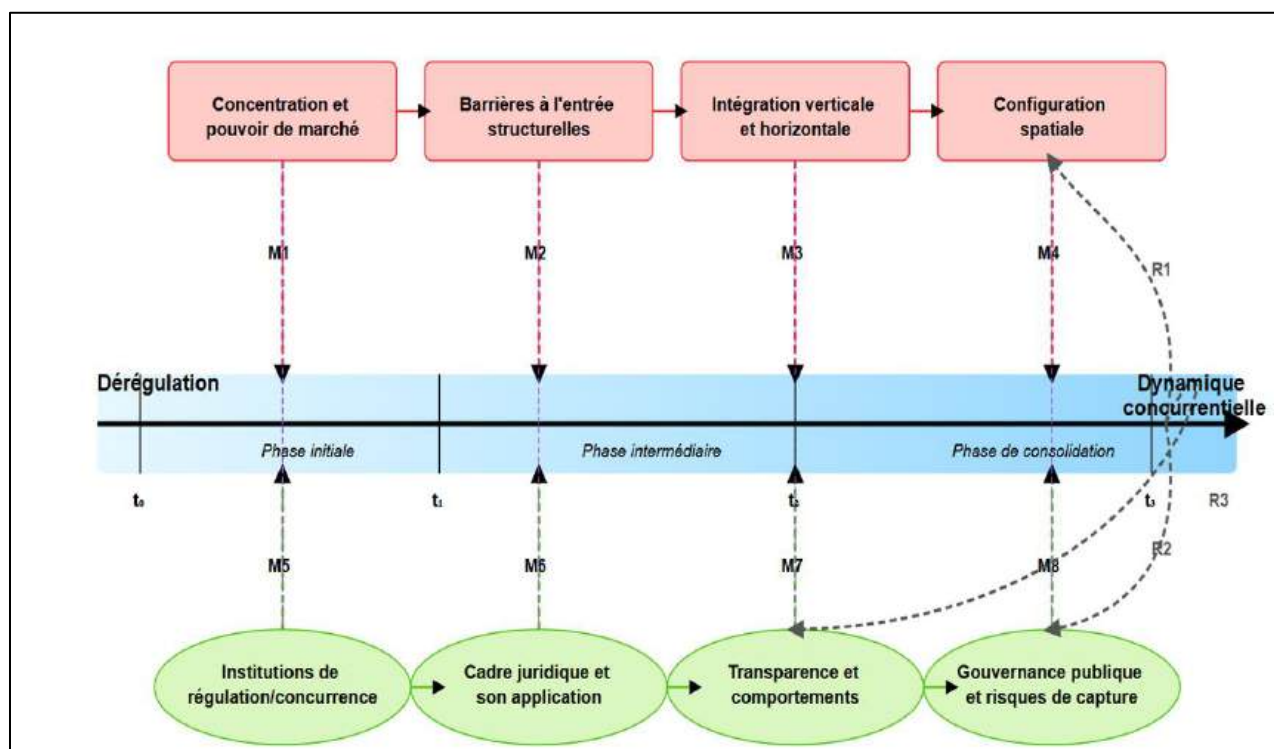
La disposition visuelle du modèle traduit sa conception systémique. L'axe horizontal représente la relation directe entre dérégulation (variable indépendante) et dynamique concurrentielle (variable dépendante). Cette relation est encadrée par deux ensembles de facteurs modérateurs : les facteurs structurels (partie supérieure) et les facteurs institutionnels (partie inférieure), illustrant comment ces deux catégories contraignent et façonnent la relation principale.

Des flèches de modulation (M1 à M8) relient chaque catégorie de facteurs à la relation centrale, symbolisant leur influence modératrice. Des flèches bidirectionnelles entre facteurs représentent les interactions et complémentarités discutées précédemment.

La dimension temporelle est représentée par l'axe horizontal et un gradient de couleur illustrant l'évolution progressive des effets de la dérégulation. Les trois phases temporelles identifiées sont délimitées par des marqueurs (t_0 , t_1 , t_2 , t_3).

Des flèches pointillées retournant de la dynamique concurrentielle vers certains facteurs modérateurs représentent les boucles de rétroaction (R1, R2, R3) discutées précédemment.

Figure 1 : Modèle conceptuel des facteurs modérateurs de la relation entre dérégulation et concurrence



Source : Auteurs

4.6.2 Conceptualisation des variables principales

La dérégulation est conceptualisée comme un ensemble multidimensionnel de mesures comprenant principalement :

- La libéralisation des prix (suppression des contrôles administratifs)
- La réduction des barrières réglementaires à l'entrée
- La transformation des modes d'intervention publique
- L'évolution des dispositifs de surveillance du marché

La dynamique concurrentielle est également conceptualisée comme un phénomène multidimensionnel incluant :

- La concurrence par les prix (niveau moyen, dispersion, volatilité)
- La concurrence non-tarifaire (qualité, innovation, différenciation)
- La mobilité des parts de marché
- La dynamique d'entrée et de sortie

Cette approche multidimensionnelle permet de capturer la richesse et la complexité des transformations potentielles induites par la dérégulation, et d'éviter les évaluations réductrices basées uniquement sur des indicateurs de prix à court terme.

4.7 Propositions théoriques dérivées du modèle

Sur la base du modèle conceptuel développé, nous formulons neuf propositions théoriques qui constituent des relations hypothétiques testables entre variables. Ces propositions peuvent guider de futures recherches empiriques visant à valider et affiner le modèle.

4.7.1 Propositions relatives à la relation principale

Proposition 1 : La dérégulation des prix des carburants conduit à une augmentation de la dispersion spatiale et temporelle des prix dans un marché oligopolistique.

Cette proposition découle directement de l'analyse des mécanismes causaux entre libéralisation tarifaire et comportements de fixation des prix. En supprimant l'uniformité imposée par la

régulation, la dérégulation permet théoriquement une différenciation des prix selon les zones géographiques, les périodes temporelles, et les segments de clientèle.

Proposition 2 : La dérégulation stimule l'entrée de nouveaux acteurs et modèles économiques dans le marché des carburants, mais avec un décalage temporel significatif lié aux investissements nécessaires.

Cette proposition reconnaît le mécanisme causal entre réduction des barrières réglementaires et transformation de la structure du marché, tout en intégrant la dimension temporelle essentielle à ce processus.

Proposition 3 : L'impact de la dérégulation sur le niveau moyen des prix suit une trajectoire non-linéaire, avec une phase potentielle d'augmentation à court terme suivie d'une pression à la baisse à moyen terme si les conditions structurelles et institutionnelles le permettent.

Cette proposition plus complexe intègre la dimension temporelle et les effets potentiellement contradictoires de la dérégulation selon les phases d'ajustement du marché.

4.7.2 Propositions relatives aux effets modérateurs

Proposition 4 : L'impact positif de la dérégulation sur l'intensité concurrentielle sera d'autant plus fort que le niveau de concentration initiale du marché est faible.

Cette proposition formalise l'effet modérateur de la structure du marché sur la relation principale, suggérant une relation inversement proportionnelle entre le degré de concentration préexistant et l'ampleur des bénéfices concurrentiels générés par la dérégulation.

Proposition 5 : L'efficacité de la dérégulation dépend crucialement de la présence d'institutions de concurrence indépendantes et dotées de pouvoirs significatifs.

Cette proposition articule l'effet modérateur du contexte institutionnel, en particulier la complémentarité fondamentale entre libéralisation économique et surveillance concurrentielle.

Proposition 6 : Dans des marchés caractérisés par d'importantes barrières à l'entrée non-réglementaires, la simple suppression des contraintes administratives sera insuffisante pour stimuler une concurrence effective sans mécanismes spécifiques d'accès aux infrastructures essentielles.

Cette proposition souligne l'interaction entre facteurs réglementaires et structurels, suggérant la nécessité de politiques complémentaires ciblant spécifiquement les goulots d'étranglement structurels du marché.

4.7.3 Propositions relatives aux dynamiques temporelles et séquentielles

Proposition 7 : Le séquençage optimal des réformes implique le renforcement des institutions de concurrence et la réduction des barrières à l'entrée préalablement ou simultanément à la libéralisation complète des prix.

Cette proposition adresse directement la dimension temporelle et séquentielle du processus de dérégulation, suggérant que certaines séquences de réformes sont plus susceptibles de produire les effets concurrentiels escomptés.

Proposition 8 : L'impact de la dérégulation sur la qualité des produits et services et sur l'innovation commerciale ne se manifeste qu'à moyen ou long terme, après stabilisation des dynamiques tarifaires.

Cette proposition reconnaît les temporalités différenciées des effets de la dérégulation selon les dimensions de la concurrence considérées.

Proposition 9 : Les bénéfices concurrentiels de la dérégulation se distribuent géographiquement de manière hétérogène, avec des effets plus favorables dans les zones à forte densité commerciale que dans les zones rurales ou périphériques.

Cette dernière proposition intègre la dimension spatiale dans l'analyse des effets de la dérégulation, anticipant une hétérogénéité territoriale significative dans les impacts concurrentiels de la libéralisation.

5 Discussion

5.1 Confrontation des résultats avec les théories fondamentales

Nos résultats confirment et étendent la théorie de la capture réglementaire de Stigler (1971) de plusieurs manières significatives. Alors que Stigler conceptualisait la capture comme un phénomène binaire (présence/absence), notre modèle révèle que les risques de capture peuvent persister et même se transformer après dérégulation, confirmant les intuitions récentes de Dal Bó (2006). L'identification des facteurs institutionnels modérateurs (qualité de la gouvernance, transparence des processus décisionnels) enrichit la théorie originale en montrant que la capture n'est pas un phénomène déterministe, mais dépend de configurations institutionnelles spécifiques. Cette perspective rejoint les développements d'Acemoglu et Robinson (2012) sur l'importance des institutions inclusives, tout en les appliquant spécifiquement au contexte de la dérégulation oligopolistique. Contrairement à l'approche pessimiste de Stigler qui suggère l'inévitabilité de la capture, nos résultats montrent que des arrangements institutionnels appropriés peuvent limiter ce risque même dans des marchés oligopolistiques. Cette conclusion nuance également les critiques radicales de la dérégulation formulées par certains auteurs (Kahn, 1988) en montrant que l'échec n'est pas une fatalité, mais résulte de configurations institutionnelles inadéquates.

Nos résultats apportent une contribution importante au débat sur la théorie des marchés contestables de Baumol et al. (1982). Alors que cette théorie prédit que la simple menace d'entrée suffit à discipliner les oligopoles, notre analyse révèle que l'efficacité de ce mécanisme dépend crucialement de la configuration des facteurs modérateurs. L'identification des barrières à l'entrée structurelles comme facteur modérateur critique confirme les critiques de Tirole (1988) concernant les limites de la contestabilité théorique. Cependant, notre modèle va au-delà de ces critiques en montrant que la contestabilité effective peut être restaurée par des politiques appropriées (mécanismes d'accès aux infrastructures, renforcement institutionnel), réconciliant partiellement la théorie avec les observations empiriques. Les cas de validation analysés (expériences britannique et néo-zélandaise) illustrent parfaitement cette nuance : l'échec initial de la contestabilité ne reflète pas un défaut théorique fondamental, mais l'absence de conditions institutionnelles nécessaires à son fonctionnement. Cette interprétation enrichit le débat théorique en suggérant que la théorie des marchés contestables demeure pertinente sous réserve d'une approche systémique des conditions de sa mise en œuvre.

Le cadre théorique des conditions optimales de libéralisation développé par Armstrong et Sappington (2006) trouve dans notre modèle une opérationnalisation concrète et une extension temporelle significative. Alors qu'Armstrong et Sappington identifient les principes généraux d'une libéralisation efficace, notre analyse fournit une typologie précise des facteurs contextuels qui conditionnent l'application de ces principes. L'identification des huit catégories de facteurs modérateurs peut être interprétée comme une déclinaison opérationnelle des "conditions optimales" théorisées par ces auteurs, avec l'avantage supplémentaire d'une validation empirique systématique. L'accent mis sur le séquençage des réformes étend particulièrement leur analyse en montrant que l'optimalité ne dépend pas seulement de la configuration finale des politiques, mais aussi de leur ordre de mise en œuvre. Les expériences contrastées de l'électricité britannique (séquençage sous-optimal générant 2,4 milliards de livres de coûts) et du marché nordique (séquençage optimal créant 1,5 milliard d'euros de bénéfices) illustrent concrètement cette dimension temporelle. Notre modèle suggère ainsi une extension de la théorie d'Armstrong et Sappington vers une "théorie dynamique des conditions optimales" qui intègre explicitement les trajectoires de réforme et leurs boucles de rétroaction, perspective absente de l'analyse statique originale.

Notre conceptualisation multidimensionnelle de la dérégulation dialogue de manière constructive avec la théorie de la régulation incitative de Laffont et Tirole (1993). Alors que

ces auteurs se concentrent sur les mécanismes incitatifs optimaux sous information asymétrique, notre approche élargit la perspective en montrant que l'efficacité des incitations dépend de l'ensemble de l'écosystème structurel et institutionnel. L'identification du séquençage optimal des réformes enrichit particulièrement cette théorie. Laffont et Tirole analysent principalement les propriétés statiques des contrats incitatifs, tandis que notre modèle révèle l'importance cruciale de la dimension temporelle. Le renforcement institutionnel préalable à la libéralisation tarifaire peut être interprété comme la mise en place des conditions nécessaires au fonctionnement des mécanismes incitatifs théorisés par ces auteurs. Nos résultats suggèrent également que l'asymétrie d'information, centrale dans l'approche de Laffont et Tirole, peut être partiellement réduite par des politiques de transparence informationnelle appropriées. Cette perspective ouvre des voies de recherche prometteuses pour intégrer les développements de l'économie de l'information avec les théories de la dérégulation.

Notre modèle dialogue de manière constructive avec la théorie des jeux répétés développée par Friedman (1971) et enrichie par Green et Porter (1984). Alors que ces modèles prédisent la possibilité d'équilibres collusifs tacites dans des oligopoles interagissant de manière répétée, notre analyse révèle que les facteurs institutionnels peuvent efficacement briser ces équilibres même dans des marchés fortement concentrés. Les boucles de rétroaction identifiées dans notre modèle (R1-R3) étendent significativement les modèles statiques de jeux répétés en montrant comment l'évolution du cadre institutionnel peut transformer les incitations stratégiques des acteurs. Cette perspective dynamique dépasse la conception traditionnelle d'équilibres multiples stables en introduisant des mécanismes endogènes de transformation des règles du jeu. L'expérience des télécommunications européennes, où l'introduction progressive de nouveaux instruments réglementaires a progressivement érodé les capacités de coordination tacite des opérateurs historiques, illustre parfaitement cette extension théorique.

La théorie de la différenciation spatiale de Hotelling (1929), complétée par les raffinements de d'Aspremont et al. (1979), trouve dans notre modèle une extension empiriquement validée aux contextes de dérégulation oligopolistique. Notre analyse confirme et quantifie les prédictions théoriques d'hétérogénéité géographique des effets concurrentiels, tout en révélant des mécanismes d'interaction spatiale non anticipés par les modèles classiques. L'identification de la configuration spatiale comme facteur modérateur systémique dépasse l'approche traditionnelle en montrant que la géographie ne détermine pas seulement l'intensité de la concurrence locale, mais interagit dynamiquement avec les facteurs institutionnels pour créer des patterns concurrentiels complexes. Les données empiriques de Lewis (2008) sur les stations-service californiennes, révélant des effets différenciés de 3-4 centimes en zones urbaines contre 1-2 centimes en zones rurales, démontrent que cette hétérogénéité spatiale n'est pas simplement le reflet de différences de coûts de transport, mais résulte d'interactions entre densité spatiale, transparence informationnelle et comportements de recherche des consommateurs. Notre modèle propose ainsi une "théorie augmentée de la différenciation spatiale" qui intègre les dimensions institutionnelles et comportementales négligées par l'approche hottellienne traditionnelle.

L'importance cruciale des facteurs institutionnels dans notre modèle trouve un écho direct dans la théorie des coûts de transaction développée par Williamson (1985). Notre typologie des huit facteurs modérateurs peut être réinterprétée comme une cartographie systématique des mécanismes permettant de réduire les coûts de transaction dans les marchés dérégulés. Les facteurs institutionnels que nous identifions - qualité des institutions de concurrence, efficacité du cadre juridique, transparence informationnelle - correspondent précisément aux structures de gouvernance que Williamson théorise comme essentielles pour minimiser les coûts d'échange. Cependant, notre approche étend cette théorie en montrant que l'efficacité de ces mécanismes dépend de leurs interactions systémiques plutôt que de leur simple présence. L'application de Joskow (1991) aux marchés dérégulés, bien qu'innovante, sous-estimait cette

dimension systémique que notre modèle met en évidence. Les complémentarités fonctionnelles identifiées suggèrent que la réduction des coûts de transaction nécessite des configurations institutionnelles cohérentes plutôt que des institutions isolées, perspective qui enrichit considérablement l'approche williamsonienne.

5.2 Implications pratiques et politiques

Au-delà de ses contributions théoriques, notre modèle présente plusieurs implications pratiques pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de dérégulation.

Premièrement, il souligne l'importance d'une approche holistique et contextualisée de la dérégulation. Les décideurs politiques devraient évaluer minutieusement tant les caractéristiques structurelles du marché concerné que la qualité du cadre institutionnel avant de concevoir des réformes de libéralisation. Notre modèle peut servir de grille d'analyse pour identifier les facteurs critiques nécessitant une attention particulière dans chaque contexte spécifique.

Deuxièmement, le modèle met en évidence l'importance cruciale du séquençage et du timing des réformes. Les décideurs politiques devraient considérer attentivement l'ordre optimal de mise en œuvre des différentes composantes de la dérégulation, en tenant compte des complémentarités et interactions identifiées dans notre cadre analytique.

Troisièmement, notre analyse souligne la nécessité d'un renforcement parallèle des institutions de concurrence lors de la mise en œuvre de politiques de libéralisation. Les réformes de dérégulation devraient s'accompagner d'investissements dans les capacités institutionnelles nécessaires pour surveiller efficacement les marchés dérégulés et prévenir les comportements anticoncurrentiels.

Quatrièmement, le modèle suggère l'importance d'un suivi et d'une évaluation continue des effets des politiques de dérégulation. La nature dynamique et évolutive des processus d'ajustement post-dérégulation nécessite des mécanismes d'observation permanents permettant d'identifier et de corriger d'éventuels dysfonctionnements concurrentiels persistants.

5.3 Limites du modèle et pistes de recherche futures

Malgré ses contributions, notre modèle conceptuel présente certaines limites qui constituent autant de pistes pour de futures recherches.

Premièrement, bien que nous ayons identifié les principaux facteurs modérateurs sur la base de la littérature existante, d'autres variables potentiellement pertinentes pourraient être intégrées au cadre analytique. Des recherches empiriques systématiques pourraient permettre d'identifier des facteurs additionnels ou d'affiner la compréhension de ceux déjà inclus dans le modèle.

Deuxièmement, les poids relatifs des différents facteurs modérateurs peuvent varier selon les contextes sectoriels et nationaux. Des études comparatives cross-sectorielles ou internationales permettraient de mieux comprendre l'importance relative de ces facteurs dans différentes configurations.

Troisièmement, les mécanismes précis par lesquels opèrent les boucles de rétroaction identifiées mériteraient d'être explorés plus en détail. Des études longitudinales de marchés dérégulés pourraient éclairer ces dynamiques évolutives complexes.

Quatrièmement, notre modèle reste relativement général et pourrait être affiné pour s'adapter plus spécifiquement à certains secteurs particuliers présentant des caractéristiques distinctives. Des extensions sectorielles spécifiques du modèle constitueraient une direction de recherche prometteuse.

Enfin, la validation empirique des propositions théoriques formulées représente une piste de recherche prioritaire. Des études quantitatives et qualitatives systématiques seraient nécessaires pour tester ces propositions dans différents contextes et affiner ainsi le modèle conceptuel proposé.

6. Conclusion

Cette étude a développé un modèle conceptuel visant à identifier et analyser les facteurs qui modèrent la relation entre dérégulation et dynamique concurrentielle dans les marchés oligopolistiques. En adoptant une approche systémique et multidimensionnelle, nous avons intégré des perspectives théoriques complémentaires pour proposer un cadre analytique cohérent permettant de comprendre pourquoi des réformes similaires de libéralisation produisent des résultats hétérogènes selon les contextes.

Notre cadre théorique s'appuie sur plusieurs contributions fondamentales de l'économie contemporaine. La théorie de la capture réglementaire nous a permis d'identifier les risques de détournement des processus de libéralisation. La théorie des marchés contestables a fourni un cadre analytique pour comprendre les conditions nécessaires à l'efficacité disciplinaire de la menace d'entrée. Les analyses des comportements oligopolistiques ont éclairé les mécanismes stratégiques complexes qui peuvent émerger dans des marchés concentrés post-dérégulation. Enfin, les théories institutionnelles ont révélé l'importance cruciale de la qualité des arrangements institutionnels pour le succès des réformes.

L'examen des expériences internationales de dérégulation, particulièrement celles documentant le rôle des facteurs modérateurs, a renforcé notre modèle théorique. Les études empiriques ont confirmé l'importance du séquençage des réformes de la crédibilité des institutions, de l'architecture des marchés, et des barrières structurelles à l'entrée comme facteurs modérateurs cruciaux.

Notre modèle met en évidence huit catégories principales de facteurs modérateurs, regroupées en dimensions structurelles (concentration et pouvoir de marché, barrières à l'entrée, intégration verticale et horizontale, configuration spatiale) et institutionnelles (qualité des institutions de concurrence, cadre juridique, transparence informationnelle, gouvernance publique). L'analyse des interactions complexes entre ces facteurs, de leur dimension temporelle, et des boucles de rétroaction qui caractérisent leur évolution permet une compréhension plus riche et nuancée des processus de dérégulation et de leurs effets concurrentiels.

Les neuf propositions théoriques dérivées du modèle offrent des relations hypothétiques testables qui pourront guider de futures recherches empiriques. Ces propositions concernent tant la relation directe entre dérégulation et concurrence que les effets modérateurs des facteurs structurels et institutionnels, ainsi que les dynamiques temporelles et séquentielles qui caractérisent ces processus.

Les implications théoriques et pratiques de notre modèle sont significatives. Sur le plan théorique, il contribue à dépasser les dichotomies simplistes, à enrichir la compréhension systémique des phénomènes de dérégulation, et à mieux conceptualiser leurs dynamiques temporelles. Sur le plan pratique, il offre aux décideurs politiques un cadre analytique pour concevoir des réformes plus adaptées aux spécificités contextuelles et pour optimiser leur séquençage et leur mise en œuvre.

Si notre modèle présente certaines limites qui appellent des recherches complémentaires, il constitue néanmoins une contribution significative à la compréhension théorique des processus de dérégulation et de leurs effets sur la dynamique concurrentielle. Il propose un cadre conceptuel intégré qui pourra être mobilisé tant pour l'analyse comparée des expériences de libéralisation que pour l'élaboration de politiques économiques mieux adaptées aux réalités complexes des marchés contemporains.

Références

- (1). Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty*. Crown Publishers.
- (2). Amundsen, E. S., & Bergman, L. (2006). Why has the Nordic electricity market worked so well? *Utilities Policy*, 14(3), 148-157.
- (3). Armstrong, M., & Sappington, D. E. (2006). Regulation, competition, and liberalization. *Journal of Economic Literature*, 44(2), 325-366.
- (4). Aspremont, C., Gabszewicz, J. J., & Thisse, J. F. (1979). On Hotelling's "stability in competition". *Econometrica*, 47(5), 1145-1150.
- (5). Audretsch, D. B. (1995). *Innovation and Industry Evolution*. MIT Press.
- (6). Australian Competition and Consumer Commission. (2008). *FuelWatch program evaluation: Impact assessment of mandatory price disclosure in Western Australia*. ACCC Research Paper Series, Canberra
- (7). Bain, J. S. (1956). *Barriers to new competition*. Harvard University Press.
- (8). Baron, R. M., & Kenny, D. A. (1986). The moderator-mediator variable distinction in social psychological research: Conceptual, strategic, and statistical considerations. *Journal of Personality and Social Psychology*, 51(6), 1173-1182.
- (9). Baumol, W. J., Panzar, J. C., & Willig, R. D. (1982). *Contestable markets and the theory of industry structure*. Harcourt Brace Jovanovich.
- (10). Bertrand, J. (1883). Théorie mathématique de la richesse sociale. *Journal des Savants*, 499-508.
- (11). Borenstein, S., & Shepard, A. (1996). Dynamic pricing in retail gasoline markets. *RAND Journal of Economics*, 27(3), 429-451.
- (12). Buchanan, J. M., & Tullock, G. (1962). *The calculus of consent: Logical foundations of constitutional democracy*. University of Michigan Press.
- (13). Buccirossi, P., Ciari, L., Duso, T., Spagnolo, G., & Vitale, C. (2013). Competition policy and productivity growth: An empirical assessment. *Review of Economics and Statistics*, 95(4), 1324-1336.
- (14). Byrnes, B., & Weisman, D. (2003). The costs and benefits of utility customer choice programs in the United States: A comprehensive review. *Energy Policy*, 31(8), 753-765.
- (15). Cournot, A. A. (1838). *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses*. Hachette.
- (16). Dal Bó, E. (2006). Regulatory capture: A review. *Oxford Review of Economic Policy*, 22(2), 203-225.
- (17). Dewatripont, M., & Roland, G. (1995). The design of reform packages under uncertainty. *American Economic Review*, 85(5), 1207-1223.
- (18). Dixit, A. K. (1980). The role of investment in entry-deterrence. *Economic Journal*, 90(357), 95-106.
- (19). Eisenhardt, K. M., & Graebner, M. E. (2007). Theory building from cases: Opportunities and challenges. *Academy of Management Journal*, 50(1), 25-32.
- (20). Fabra, N., & Toro, J. (2005). Price wars and collusion in the Spanish electricity market. *International Journal of Industrial Organization*, 23(3-4), 155-181.
- (21). Friedman, J. W. (1971). A non-cooperative equilibrium for supergames. *Review of Economic Studies*, 38(1), 1-12.
- (22). Gabaix, X., & Laibson, D. (2006). Shrouded attributes, consumer myopia, and information suppression in competitive markets. *Quarterly Journal of Economics*, 121(2), 505-540.
- (23). Götz, G. (2002). Monopolistic competition and the diffusion of new technology. *RAND Journal of Economics*, 33(2), 262-282.

- (24). Green, E. J., & Porter, R. H. (1984). Noncooperative collusion under imperfect price information. *Econometrica*, 52(1), 87-100.
- (25). Hart, O., & Tirole, J. (1990). Vertical integration and market foreclosure. *Brookings Papers on Economic Activity: Microeconomics*, 205-286.
- (26). Hotelling, H. (1929). Stability in competition. *Economic Journal*, 39(153), 41-57.
- (27). Howell, B. (2007). Competition and regulation policy in New Zealand telecommunications: An industry participant perspective. *Telecommunications Policy*, 31(6-7), 282-298.
- (28). Jaakkola, E. (2020). Designing conceptual articles: Four approaches. *AMS Review*, 10, 18-26.
- (29). Joskow, P. L. (1991). The role of transaction cost economics in antitrust and public utility regulatory policies. *Journal of Law, Economics, & Organization*, 7, 53-83.
- (30). Joskow, P. L. (2006). Markets for power in the United States: An interim assessment. *Energy Journal*, 27(1), 1-36.
- (31). Joskow, P. L. (2008). Lessons learned from electricity market liberalization. *The Energy Journal*, 29(Special Issue), 9-42.
- (32). Kahn, A. E. (1988). *The economics of regulation: Principles and institutions*. MIT Press.
- (33). Klemperer, P. (1995). Competition when consumers have switching costs: An overview with applications to industrial organization, macroeconomics, and international trade. *Review of Economic Studies*, 62(4), 515-539.
- (34). Knittel, C. R., & Stango, V. (2003). Price ceilings as focal points for tacit collusion: Evidence from credit cards. *American Economic Review*, 93(5), 1703-1729.
- (35). Kwoka, J. E. (2015). *Mergers, merger control, and remedies: A retrospective analysis of U.S. policy*. MIT Press.
- (36). Kwoka, J. E., & White, L. J. (2004). *The antitrust revolution: Economics, competition, and policy*. Oxford University Press.
- (37). Lewis, M. S. (2008). Price dispersion and competition with differentiated sellers. *Journal of Industrial Economics*, 56(3), 654-678.
- (38). Laffont, J. J., & Tirole, J. (1993). *A theory of incentives in procurement and regulation*. MIT Press.
- (39). Levy, B., & Spiller, P. T. (1994). The institutional foundations of regulatory commitment: A comparative analysis of telecommunications regulation. *Journal of Law, Economics, and Organization*, 10(2), 201-246.
- (40). Li, W., & Xu, L. C. (2004). The impact of privatization and competition in the telecommunications sector around the world. *Journal of Law and Economics*, 47(2), 395-430.
- (41). Littlechild, S. (2002). Competition in retail electricity supply. *Journal of Regulatory Economics*, 22(1), 41-67.
- (42). MacInnis, D. J. (2011). A framework for conceptual contributions in marketing. *Journal of Marketing*, 75(4), 136-154.
- (43). Mahoney, J., & Thelen, K. (2010). *Explaining Institutional Change: Ambiguity, Agency, and Power*. Cambridge University Press.
- (44). Newbery, D. M., & Pollitt, M. G. (1997). The restructuring and privatisation of Britain's CEGB—was it worth it? *Journal of Industrial Economics*, 45(3), 269-303.
- (45). North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press.
- (46). OCDE/OECD. (2013). *Competition in Road Fuel*. OECD Policy Roundtables, DAF/COMP (2013)18, Paris.

- (47). Peltzman, S. (1976). Toward a more general theory of regulation. *Journal of Law and Economics*, 19(2), 211-240.
- (48). Pigou, A. C. (1938). *The economics of welfare*. Macmillan.
- (49). Rey, P., & Tirole, J. (2007). A primer on foreclosure. In M. Armstrong & R. Porter (Eds.), *Handbook of Industrial Organization* (pp. 2145-2220). North-Holland.
- (50). Salinger, M. A. (1988). Vertical mergers and market foreclosure. *Quarterly Journal of Economics*, 103(2), 345-356.
- (51). Sheffrin, A. (2002). Predicting market power using the residual supply index. In *FERC market monitoring workshop december* (pp. 3-4).
- (52). Stackelberg, H. von. (1934). *Marktform und Gleichgewicht [Market form and equilibrium]*. Springer.
- (53). Stigler, G. J. (1971). The theory of economic regulation. *Bell Journal of Economics and Management Science*, 2(1), 3-21.
- (54). Stiglitz, J. E. (1989). Imperfect information in the product market. In R. Schmalensee & R. D. Willig (Eds.), *Handbook of Industrial Organization* (pp. 769-847). North-Holland.
- (55). Tirole, J. (1988). *The theory of industrial organization*. MIT Press.
- (56). Viscusi, W. K., Harrington Jr, J. E., & Vernon, J. M. (2005). *Economics of Regulation and Antitrust* (4th ed.). MIT Press.
- (57). Vogel, S. K. (1996). *Free markets, more rules: Regulatory reform in advanced industrial countries*. Cornell University Press.
- (58). Wallsten, S. J. (2001). An econometric analysis of telecom competition, privatization, and regulations in Africa and Latin America. *Journal of Industrial Economics*, 49(1), 1-19.
- (59). Whetten, D. A. (1989). What constitutes a theoretical contribution? *Academy of Management Review*, 14(4), 490-495.
- (60). Williamson, O. E. (1985). *The economic institutions of capitalism*. The Free Press.
- (61). Wilson, C. M. (2002). *Economic costs and benefits of telephone service unbundling: A review of empirical literature*. National Regulatory Research Institute.
- (62). Zhang, Y. F., Parker, D., & Kirkpatrick, C. (2008). Electricity sector reform in developing countries: An econometric assessment of the effects of privatization, competition and regulation. *Journal of Regulatory Economics*, 33(2), 159-178.